



Lors de cette réunion, qui s'est tenue en février 2023, le Président du CSA a proposé qu'une approche soit adoptée pour régler les questions controversées et a exposé les prochaines étapes relatives à la mise au point définitive des Directives volontaires, y compris sa proposition quant à une nouvelle version.

Le Groupe de travail à composition non limitée s'est réuni en mars en vue d'examiner la nouvelle version des Directives et le plan de travail. Tous les membres ont été invités à fournir des observations par écrit. Le Groupe de travail s'est réuni une deuxième fois, début mai, pour mettre en commun les points de vue sur le projet soumis à la négociation, ainsi que sur certaines questions controversées, avant le début de ces négociations mi-mai.

Le Président du CSA a mené de vastes consultations bilatérales auprès des membres, ainsi qu'auprès de membres et d'observateurs des mécanismes, groupes consultatifs et autres groupes spéciaux du CSA, en vue de trouver un terrain d'entente permettant d'élaborer la version définitive des Directives.

En juin 2023, après deux cycles de négociations présidées par M. Ferrero y de Loma-Orsorio et facilitées par M<sup>me</sup> Berioska Morrison Gonzalez (République dominicaine), les membres du Groupe de travail à composition non limitée sur l'égalité des genres ont abouti à un accord sur les Directives volontaires.

À la 51<sup>e</sup> session, au cours de laquelle sera officiellement adoptée la version finale des Directives volontaires convenues, les participants pourront également réfléchir aux moyens de faire progresser et d'accélérer leur application effective aux niveaux mondial, régional, national et local.

### **Outils de collecte et d'analyse de données au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition**

La version finale du document intitulé *Recommandations de politique générale du CSA sur le renforcement de la collecte et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et des outils d'analyse y afférents aux fins de l'amélioration de la prise de décisions à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale* sera présentée pour adoption à la 51<sup>e</sup> session du CSA.

Le processus de convergence des politiques a débuté lors de la 50<sup>e</sup> session au cours de laquelle a été présenté le rapport du HLPE intitulé *Outils de collecte et d'analyse de données au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Rendre la prise de décisions plus efficace, plus inclusive et mieux ancrée dans la réalité*. Une séance a été consacrée à cette occasion à l'examen de la pertinence de données à jour et de qualité afin de progresser dans l'élaboration des politiques visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition.

Entre janvier et mars 2023, le secrétariat du CSA a organisé plusieurs cycles de consultations, à Rome et en ligne, afin de produire un projet d'ensemble de recommandations de politique générale. L'objectif explicite de la première réunion, qui a été organisée en janvier 2023, était d'examiner les recommandations du HLPE ainsi que les domaines prioritaires de politique générale des membres du CSA s'agissant des données sur la sécurité alimentaire et la nutrition. La deuxième réunion, qui s'est tenue début février 2023, visait à présenter et à examiner les grandes lignes des recommandations de politique générale du CSA. Les conclusions de la deuxième réunion ont finalement servi de point de départ à l'élaboration de l'avant-projet de recommandations de politique générale, qui sera présenté et examiné lors de la troisième consultation (troisième réunion du Groupe de travail à composition non limitée) en mars 2023. Par ailleurs, on a donné différentes occasions aux parties prenantes du CSA de communiquer des contributions par écrit en vue d'éclairer l'élaboration des versions suivantes du document de politique générale.

En juillet 2023, après deux cycles de négociations présidés par M. Anthony Muriithi (Kenya), les membres du Groupe de travail à composition non limitée sur les données sont parvenus à un accord sur le document intitulé *Recommandations de politique générale du CSA sur le renforcement de la collecte et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et des outils*

*d'analyse y afférents aux fins de l'amélioration de la prise de décisions à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale.*

À la 51<sup>e</sup> session, outre le fait qu'ils adopteront officiellement la version finale des recommandations de politique générale qui auront été convenues, les membres du CSA devraient également examiner les moyens de concourir à leur application effective.

### **Promotion de l'obligation de rendre compte et mise en commun des pratiques optimales**

À la 50<sup>e</sup> session, il a été demandé au Bureau d'examiner la possibilité d'inclure une séance sur l'utilisation et l'application effective de deux séries de recommandations du CSA en matière de politiques dont il a été estimé qu'elles étaient particulièrement pertinentes dans le contexte de la crise alimentaire mondiale. À la suite de cette demande, deux appels à contributions ont été lancés en ligne en février 2023. Le premier appel visait à recueillir les expériences et les bonnes pratiques acquises dans l'utilisation et l'application des recommandations du CSA en matière de politiques sur [l'instabilité des prix et la sécurité alimentaire](#) (adoptées en 2011 à la 37<sup>e</sup> session du CSA) et sur la [protection sociale pour la sécurité alimentaire et la nutrition](#) (adoptées en 2012 à sa 39<sup>e</sup> session). Le deuxième appel portait sur les manifestations organisées pour examiner les expériences acquises dans l'utilisation des deux séries de recommandations en matière de politiques.

Le secrétariat a rassemblé et analysé 47 contributions de parties prenantes du CSA dans le document portant la cote CFS 2023/51/Inf.19 et intitulé *Suivi des recommandations politiques du CSA sur l'instabilité des prix et la sécurité alimentaire et sur la protection sociale pour la sécurité alimentaire et la nutrition – analyse, par le secrétariat, des contributions reçues.*

L'analyse du secrétariat servira de pièce de référence pour la 51<sup>e</sup> session du CSA et permettra d'éclairer la manifestation de suivi.

### **Mobilisation du CSA au service du Programme de développement durable à l'horizon 2030**

Les contributions du CSA au [Forum politique de haut niveau de 2023 pour le développement durable](#) ont été élaborées sous la forme d'une synthèse rédigée par le Président du Comité, qui est le résultat de consultations des membres du Bureau et du Groupe consultatif du CSA, dans le cadre desquelles M<sup>me</sup> Diana Infante (République dominicaine) a apporté son soutien en tant que Rapporteuse.

On y trouve des messages importants et des recommandations concrètes du CSA sur des domaines qui nécessitent une attention immédiate, en relation avec la concrétisation des objectifs de développement durable (ODD) 6, 7, 9, 11 et 17, notamment dans le cadre de la pandémie de covid-19, sous le thème général suivant: «Accélérer la reprise après la maladie à coronavirus (covid-19) et mettre pleinement en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 à tous les niveaux».

### **Programme de travail pluriannuel du CSA 2024-2027**

La version finale du Programme de travail pluriannuel du CSA 2024-2027 sera présentée pour adoption à la 51<sup>e</sup> session du CSA.

Conformément aux orientations fournies dans l'évaluation du CSA et à un rapport d'exécution ultérieur, le processus d'élaboration du Programme de travail pluriannuel a débuté par un débat en séance plénière sur les questions critiques et émergentes, qui s'est tenu pendant la 50<sup>e</sup> session du CSA en 2022. Un certain nombre de propositions préliminaires ont été présentées lors de la première réunion ouverte relative au Programme de travail pluriannuel, qui s'est tenue en mars 2023. Un avant-projet de programme a été examiné lors d'une seconde réunion ouverte tenue en mai 2023.

Le Bureau, en concertation avec le Groupe consultatif et avec l'appui du Président du CSA, a élaboré un Programme de travail pluriannuel complet pour 2024-2027, qui tient compte d'une vision stratégique quadriennale, des ressources nécessaires à la mise en œuvre et du potentiel de mobilisation de ressources.

Les activités retenues s'articulent autour de quatre domaines prioritaires transversaux et de trois fonctions stratégiques du CSA qui permettent d'établir une base solide et cohérente pour l'établissement de priorités et la mise en œuvre, et de bien définir les domaines dans lesquels le CSA mènera ses activités pendant la période allant de 2024 à 2027.

### **Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE)**

Le Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), interface du CSA entre la science et les politiques, est une pierre angulaire de la réforme de 2009 et contribue à ses deux principaux objectifs: fournir des données concrètes et encourager l'ouverture.

Le HLPE a obtenu, dans les délais prévus, les résultats attendus pour 2023, parmi lesquels figurent les principaux résultats suivants:

- ✓ publication le 15 juin de son 18<sup>e</sup> rapport intitulé *Réduction des inégalités au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition*.
- ✓ progrès importants dans l'élaboration du prochain rapport sur le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale, qui doit être publié en juin 2024:
  - La consultation par voie électronique sur les questions abordées dans le rapport a été menée en mars 2023 au moyen de la plateforme du Forum global sur la sécurité alimentaire et la nutrition (Forum FSN) et a permis d'obtenir 96 contributions.
  - L'équipe de projet chargée de l'élaboration du rapport a été mise en place, sous la conduite de M<sup>me</sup> Battersby-Lennard (Université du Cap), et s'est réunie à Rome du 18 au 20 juillet 2023.
  - La consultation par voie électronique sur l'avant-projet de rapport est prévue en décembre 2023.
- ✓ désignation, en 2023, des membres du Comité directeur du HLPE pour le prochain mandat de deux ans par le Bureau du CSA, sur la base d'une proposition faite par le comité de sélection technique ad hoc.

## **II. COMMUNICATION ET INFORMATION**

### **Le point sur la 50<sup>e</sup> session du CSA**

La 50<sup>e</sup> session du CSA s'est tenue du 10 au 13 octobre et le 19 décembre 2022. La session s'est déroulée selon des modalités hybrides. Ont assisté à la séance plénière environ 1 800 participants inscrits, dont 25 ministres et 9 vice-ministres, des délégués de 129 États membres et de 13 États non membres du Comité, ainsi que des représentants de:

- ✓ 14 institutions et organismes du système des Nations Unies;
- ✓ 127 organisations de la société civile;
- ✓ 1 organisation internationale de recherche agronomique;
- ✓ 3 institutions financières internationales ou régionales;
- ✓ 101 associations du secteur privé et 1 fondation philanthropique privée; et
- ✓ 73 observateurs.

Le rapport de la session et tous les documents utiles, notamment les discours, les présentations et les déclarations nationales, sont accessibles en ligne sur le [site web de la 50<sup>e</sup> session du CSA](#).

### **Manifestations parallèles**

Le CSA a organisé 30 manifestations parallèles, qui ont enrichi et complété la séance plénière de la 50<sup>e</sup> session en mettant en lumière des activités de parties prenantes qui ont un rapport avec la vision et le mandat du Comité, en particulier celles dans lesquelles ses directives et ses cadres sur les politiques sont utilisés de manière efficace pour encourager les partenariats en vue de faire avancer le Programme 2030, en particulier l'ODD 2.

### **Activités de diffusion d'informations du Président**

Depuis son élection, le 14 octobre 2021, le Président du CSA a participé à de nombreuses initiatives stratégiques publiques, bilatérales et privées avec des partenaires et des acteurs essentiels afin de faire avancer les connaissances, le modèle multipartite et les accords de politique générale du Comité, dans un contexte de rapprochement étroit de ce dernier avec les instances et les processus mondiaux et régionaux concernés. Il bénéficie de l'aide du secrétariat du CSA pour élaborer ses interventions publiques. Toutes les allocutions et les déclarations sont publiées dans une section réservée à cet effet sur le site web du CSA.

Au cours de la dernière période intersessions, le Président du CSA a participé à de nombreuses manifestations publiques et à des forums multilatéraux de haut niveau, ainsi qu'à plus de 50 réunions bilatérales de niveau ministériel. Il a notamment mené les activités suivantes:

#### **Initiatives institutionnelles au niveau mondial (système des Nations Unies):**

- Participation au Sommet sur les ODD au cours de la 78<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, notamment en tant qu'orateur à l'occasion de manifestations ministérielles parallèles.
- Présentation du rapport final de la 50<sup>e</sup> session du CSA au Conseil économique et social des Nations Unies, à New York.
- Participation à la 43<sup>e</sup> session de la Conférence de la FAO aux fins de la présentation et de l'examen des rapports finaux des 48<sup>e</sup> (session extraordinaire), 49<sup>e</sup> et 50<sup>e</sup> sessions du CSA. Participation au Bilan 2 ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et allocution à la séance de clôture.
- Participation en qualité d'orateur principal à l'occasion de la Journée de l'alimentation lors de la 27<sup>e</sup> session de la Conférence des parties (COP 27) sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Charm el-Cheikh (Égypte).
- Participation au débat sur les défis et les possibilités en matière d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes et des filles rurales à la 67<sup>e</sup> session de la Commission de la condition de la femme.
- Participation aux réunions de présentations informelles sur les solutions scientifiques au service du développement durable, qui ont été convoquées par le Président de la 77<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et présidence de la séance sur les sciences et la sécurité alimentaire.
- Participation au Forum politique de haut niveau de 2023 et invitation à intervenir en tant qu'orateur à la Conférence sur les synergies entre les ODD et l'action climatique.
- Rencontres régulières avec le Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Vice-Secrétaire générale de l'ONU, la Secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et le Coordonnateur des Nations Unies du Centre conjoint de coordination de l'Initiative céréalière de la mer Noire, leur objectif étant d'examiner la crise alimentaire mondiale et les actions à mener.

- Coordination régulière avec les coordonnateurs du groupe de travail sur l'alimentation du Groupe mondial d'intervention des Nations Unies en cas de crise.
- Coordination régulière avec le Directeur du Pôle de coordination des Nations Unies sur les systèmes alimentaires.
- Participation aux réunions de printemps du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale, tenues à Washington (États-Unis), en tant qu'intervenant à la table ronde de haut niveau sur le thème suivant: «Créer une passerelle entre les interventions en matière de sécurité alimentaire et la transformation des systèmes alimentaires».
- Participation au deuxième Sommet parlementaire mondial contre la faim et la malnutrition, qui s'est tenu à Valparaiso (Chili). Intervention en tant qu'orateur aux séances d'ouverture et de clôture.

Initiatives institutionnelles dans le cadre d'autres manifestations mondiales, régionales et nationales:

- Participation à la réunion des ministres de l'agriculture de l'OCDE en 2022 à Paris.
- Participation au Forum mondial pour l'alimentation et l'agriculture, organisé par le Ministère allemand de l'alimentation et de l'agriculture, dans le cadre duquel le Comité a coordonné l'organisation de l'une des tables rondes de haut niveau sous la houlette de son Président.
- Sur invitation du Ministre fédéral de l'alimentation et de l'agriculture de l'Allemagne, présidence de la Conférence consacrée aux politiques de lutte contre la faim, qui s'est tenue à Berlin.
- Participation à la 5<sup>e</sup> Conférence des ministres de l'agriculture de l'Union africaine et de l'Union européenne, qui a été organisée à Rome, en juin 2023.
- Participation au Forum africain sur les systèmes alimentaires, qui s'est tenu à Dar-es-Salaam (République-Unie de Tanzanie), en septembre 2023. Intervention en tant qu'orateur principal au discours d'ouverture.
- Participation au Salon international de l'agriculture, organisé à Paris, sur invitation du Ministre de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire de la France.
- Participation à la 4<sup>e</sup> Conférence mondiale sur les systèmes alimentaires durables, dont le thème était le suivant: «Parvenir à la transformation dont nous avons besoin et trouver une issue aux crises mondiales en donnant forme à des systèmes alimentaires durables, résilients, sains et inclusifs». Allocution principale à distance au cours de la séance sur la refonte de l'architecture de la gouvernance mondiale au service des systèmes alimentaires.
- Participation en qualité d'invité à la Conférence sur l'ODD 16 intitulée «Paix, justice et sociétés inclusives», qui a été organisée par l'Organisation internationale de droit du développement.
- Déclaration en vidéo à l'occasion du deuxième forum de haut niveau sur la sécurité alimentaire, qui a été organisé par l'Organisation islamique pour la sécurité alimentaire.
- Intervention en qualité d'orateur principal à la deuxième Conférence nationale sur le droit à une alimentation adéquate, qui a été organisée en Ouganda dans le cadre des célébrations en amont du 20<sup>e</sup> anniversaire des Directives sur le droit à l'alimentation.

Initiatives dans le cadre de manifestations organisées par des parties prenantes du CSA:

Le Président du CSA a pris la parole en tant qu'orateur ou invité lors de manifestations organisées par les différentes parties prenantes du MSCPA, du MSP, du Mécanisme pour les fondations philanthropiques, de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale, du Groupe d'amis pour la sécurité alimentaire à New York (présidé actuellement par l'Italie), de la Semaine mondiale de l'eau, de l'Assemblée générale de Caritas Internationalis, de Consumers International, de l'Assemblée générale 2023 d'InterAction Council, de la réunion 2023 de la Communauté des pays de langue portugaise, du Conseil consultatif de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture et du Conseil de direction du Forum économique mondial. Il est également intervenu dans le cadre d'autres manifestations et réunions organisées par la FAO, le Fonds international de développement agricole, le Programme alimentaire mondial, l'Organisation mondiale de la Santé, la Banque mondiale et d'autres entités du système des Nations Unies.

La crise mondiale de la sécurité alimentaire, la transformation des systèmes alimentaires et les rôles du CSA ont occupé une place centrale dans le cadre de plusieurs autres réunions organisées au cours de la période intersessions.

### **Communications et activités du secrétariat du CSA**

Le secrétariat a continué de promouvoir le positionnement du CSA et ses accords de politique générale par de nombreux moyens, notamment en facilitant des manifestations publiques sur mesure, en produisant et en diffusant du contenu et des messages par plusieurs voies (y compris sur le [site web du CSA](#) et les réseaux sociaux), en maintenant la cohérence de l'image des produits et processus du CSA et en communiquant avec les partenaires et les parties prenantes.

### **Communication et diffusion d'informations du HLPE**

Les travaux des experts du HLPE nécessitent des recherches et des analyses approfondies, mais les messages clés du Groupe d'experts de haut niveau doivent être concis et facilement compréhensibles. En communiquant ses messages dans un langage clair et dénué de jargon et en utilisant des éléments visuels qui retiennent l'attention, le HLPE veille à rendre ses **rapports** accessibles auprès d'un large lectorat, notamment auprès des acteurs politiques, des organes de presse, des organisations de la société civile et du grand public. Il facilite ainsi la compréhension et la saisie des questions qui se posent, ce qui améliore leur connaissance et ouvre de nouveaux leviers d'action.

La mobilisation des parties prenantes est l'un des autres aspects essentiels de la communication efficace du HLPE. Le travail de collaboration avec les organisations de la société civile, les associations d'agriculteurs et les réseaux concernés permet de tenir compte d'une diversité de points de vue et de s'assurer que les recommandations répondent aux besoins et aux problèmes des différents groupes d'individus. L'organisation de consultations par voie électronique (183 contributions au total cette année), les appels à candidatures d'experts, les tables rondes et les webinaires ont facilité l'établissement de dialogues constructifs, l'échange de connaissances et le sentiment d'appropriation des parties prenantes, ce qui permet d'obtenir une plus grande adhésion et de réussir à mettre en œuvre les politiques. Tout au long de l'année, les membres du Comité directeur du HLPE ont participé à plus de 40 réunions et manifestations visant à mieux faire connaître les produits du HLPE.

De plus, le HLPE utilise différents canaux de communication pour renforcer sa visibilité et son impact.

Sur son [site web](#), le HLPE centralise des informations dans les six langues de l'Organisation des Nations Unies (ONU), qui sont communiquées régulièrement sous la forme de comptes rendus, de synthèses et de points essentiels sur son activité. Depuis octobre 2022, il a publié **16 communiqués sur des actualités et des faits marquants**. On y trouve également des présentations et des vidéos visant à mobiliser différents publics et à répondre aux divers besoins d'information.

En outre, le HLPE a tiré parti de la puissance des réseaux sociaux afin de communiquer ses messages plus largement et de mobiliser d'autres publics. Grâce à sa participation active sur des plateformes comme Twitter et LinkedIn, il a pu diffuser des messages clés, faire connaître l'état d'avancement de recherches et faire des annonces d'événement en temps réel. Il s'est employé à mobiliser les publics visés par des contenus interactifs, à répondre aux questions et aux observations et à faire connaître des exemples de réussite et des études de cas, ce qui a contribué à promouvoir le sentiment d'appartenance et a encouragé le public à participer à la concrétisation des objectifs fixés en matière de sécurité alimentaire et de nutrition. Le nombre d'abonnés au compte Twitter a augmenté de 34 pour cent entre octobre 2022 et juillet 2023 et le public touché sur LinkedIn a augmenté de 358 pour cent pendant la même période.

Pour terminer, la mobilisation active des médias constitue un volet essentiel de la stratégie de communication du HLPE. En nouant des liens solides avec des journalistes et des organes de presse, le HLPE s'assure de la fiabilité de la communication de ses informations et facilite la diffusion de ses

travaux de recherche et de ses recommandations de politique générale. Les membres du Comité directeur ont publié plusieurs articles d'opinion et articles scientifiques inspirés des rapports du HLPE ou y faisant référence. On trouvera toutes les publications correspondantes dans une [section spéciale du site web](#), qui rassemble la plupart des articles, des mentions et des entretiens dans les médias (plus de 80 sources d'informations recensées dans différentes langues).

### III. SUIVI DES DÉCISIONS ET DES RECOMMANDATIONS DE LA 50<sup>e</sup> SESSION DU CSA

#### II. DÉBAT MINISTÉRIEL: COORDONNER L'ACTION FACE À LA CRISE ALIMENTAIRE MONDIALE – L'ÉTAT DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION DANS LE MONDE 2022

Le Comité s'est félicité de l'inscription régulière à l'ordre du jour des réunions du Bureau et du Groupe consultatif du CSA de questions de fond relatives aux conséquences des conflits sur la sécurité alimentaire mondiale ainsi que la participation de la présidence du CSA, du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE), du secrétariat et des mécanismes autonomes du CSA au Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière, créé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Il a appelé au recours au pouvoir de mobilisation du CSA pour renforcer l'action internationale coordonnée face aux multiples dimensions de la crise alimentaire mondiale, conformément au document sur la réforme du CSA, notamment par l'inscription régulière à l'ordre du jour des réunions du Bureau et du Groupe consultatif du CSA de questions de fond sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, ainsi que par la participation de la présidence du CSA, du HLPE, du secrétariat et des mécanismes autonomes du CSA au Groupe mondial d'intervention en cas de crise alimentaire, énergétique et financière établi par le Secrétaire général de l'ONU.

Il a été procédé à l'inscription régulière de questions de fond à l'ordre du jour de réunions du Bureau et du Groupe consultatif pendant la période intersessions (voir le site web en anglais <https://www.fao.org/cfs/workingspace/bag/en/>).

Le secrétariat du CSA a participé de manière régulière et active aux réunions du groupe de travail sur l'alimentation du Groupe mondial d'intervention en cas de crise.

**III. AUTONOMISER LES FEMMES ET LES FILLES ET PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ DES GENRES. INFORMATIONS ACTUALISÉES ET DÉBATS SUR L'ÉLABORATION DES DIRECTIVES VOLONTAIRES DU CSA SUR L'ÉGALITÉ DES GENRES ET L'AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES DANS LE CONTEXTE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DE LA NUTRITION**

Tout en reconnaissant et déplorant qu'aucun accord n'ait été trouvé au sujet du projet de directives volontaires sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition à la fin du troisième cycle de réunions du Groupe de travail à composition non limitée, le Comité a réitéré son soutien à un processus inclusif et consensuel devant aboutir à un accord sur les Directives volontaires, en vue de leur présentation à la 51<sup>e</sup> session du CSA, et a demandé au Président d'organiser des consultations, y compris en convoquant un groupe des amis (du Président) inclusif, composé de personnes d'horizons divers, lequel se réunira pendant la période intersessions afin de réfléchir à la méthode de travail et de déterminer la voie à suivre.

La [version finale des Directives volontaires du CSA sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition](#) sera présentée pour adoption à la 51<sup>e</sup> session du CSA.

#### **IV. ORIENTATION STRATÉGIQUE DU CSA À L'HORIZON 2030**

Le Comité a recommandé au Bureau du CSA, conformément aux indications figurant à l'annexe B du rapport sur la suite donnée à l'évaluation du CSA, d'élaborer, en collaboration avec le Groupe consultatif et avec le soutien et la participation des parties prenantes du CSA intéressées, un projet de Programme de travail pluriannuel du CSA pour 2024-2027, qui sera présenté pour examen et approbation à la 51<sup>e</sup> session du CSA.

Il a demandé que soit poursuivie la réflexion concernant les effets de la covid-19, ainsi que ceux de la crise alimentaire mondiale actuelle, sur les systèmes alimentaires, l'agriculture et la nutrition, et qu'y soit prêtée toute l'attention voulue, à toutes les étapes de la mise en œuvre des axes de travail approuvés dans le Programme de travail pluriannuel.

Le Comité a demandé que le Président et le secrétariat, en accord avec les stratégies du CSA en matière de mobilisation de ressources et de diffusion respectivement, poursuivent leurs efforts s'agissant d'élargir et de diversifier la base de financement du CSA, notamment en sollicitant les États membres du CSA, des fondations privées, des entreprises du secteur privé et des institutions financières.

Il a demandé au Bureau d'examiner la possibilité d'inclure une session du CSA sur l'utilisation et l'application effective des recommandations du CSA en matière de politiques relatives à la volatilité des prix des denrées alimentaires et la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la protection sociale et la sécurité alimentaire, à la 51<sup>e</sup> session du CSA.

Le Comité a demandé au Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition (HLPE) du CSA d'entreprendre une étude sur le thème «Renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale», comme indiqué dans le document portant la cote CFS 2022/50/7/Rev.1, qui doit être élaborée et présentée en 2024.

La [version finale du Programme de travail pluriannuel du CSA 2024-2027](#) sera présentée pour adoption à la 51<sup>e</sup> session du CSA.

La crise alimentaire mondiale et les effets de la covid-19 ont été au cœur de l'ensemble des activités du CSA tout au long de la période intersessions 2022-2023.

Le Comité poursuit ses efforts de mobilisation de ressources aux fins de la mise en œuvre du Programme de travail pluriannuel 2024-2027.

À la suite de l'accord du Bureau, le secrétariat du CSA a recueilli et analysé l'expérience acquise en matière d'utilisation et d'application effective de deux séries de recommandations de politique générale (volatilité des prix des denrées alimentaires et protection sociale), qui seront examinées au cours d'une séance spéciale à la 51<sup>e</sup> session du CSA.

Le HLPE a réalisé des progrès importants dans l'élaboration du prochain rapport sur le renforcement des systèmes alimentaires urbains et périurbains aux fins de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le contexte de l'urbanisation et de la transformation rurale, qui sera publié en juin 2024.

<p>Il a demandé que le thème de l'édition 2028 du rapport du HLPE figure dans le prochain Programme de travail pluriannuel (2024-2027).</p>	<p>L'édition 2028 du rapport du HLPE n'a pour l'heure pas de thème dans la version finale du Programme de travail pluriannuel pour 2024-2027, conformément à la décision du Bureau.</p>
<p><b>V. OUTILS DE COLLECTE ET D'ANALYSE DE DONNÉES</b></p> <p>Le Comité a reconnu l'importance de la mise en place d'un processus inclusif et ouvert à toutes les parties prenantes intéressées, en particulier les gouvernements, ainsi que la société civile, le secteur privé et le milieu universitaire, en vue de l'adoption d'un ensemble convenu de recommandations du CSA relatives aux politiques qui sera présenté au Comité pour approbation à sa 51<sup>e</sup> session en octobre 2023.</p>	<p>La version finale des <a href="#"><i>Recommandations de politique générale du CSA sur le renforcement de la collecte et de l'utilisation des données relatives à la sécurité alimentaire et à la nutrition et des outils d'analyse y afférents aux fins de l'amélioration de la prise de décisions à l'appui de la concrétisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale</i></a> sera présentée pour adoption à la 51<sup>e</sup> session du CSA.</p>

#### IV. BUDGET ET MOBILISATION DE RESSOURCES

##### Secrétariat du CSA

Contributions au titre du budget du Programme ordinaire	2022 (montants effectifs)  (en USD)	2023 (montants effectifs au 31 août)  (en USD)	2023 (prévisions)  (en USD)	2023 (montants estimés au total)  (en USD)
<b>Programme ordinaire:</b>				
- FAO	675 000	675 000	-	675 000
- FIDA	400 000	500 000	500 000	1 000 000
- PAM	725 000	355 000	320 000	675 000
<b>TOTAL (Programme ordinaire)</b>	<b>1 800 000</b>	<b>1 530 000</b>	<b>820 000</b>	<b>2 350 000</b>
<b>DÉPENSES</b>				
<b>Programme ordinaire</b>	<b>1 879 397</b>	<b>957 225</b>	<b>980 000</b>	<b>1 937 225</b>
<b>Solde disponible, le cas échéant, pour la planification budgétaire</b>				<b>412 775</b>

<b>Fonds extrabudgétaires disponibles</b>	<b>2022 (montants effectifs)  (en USD)</b>	<b>2023 (montants effectifs au 31 août)  (en USD)</b>	<b>2023 (prévisions)  (en USD)</b>	<b>2023 (montants estimés au total)  (en USD)</b>
<b>Fonds fiduciaires:</b>				
UNJP/GLO/944/EC (2019-2023)* Financement de l'UE pour le Programme de travail pluriannuel	207 866		75 911	75 911
GCP/GLO/932/MUL (2019-2023)* Financement de plusieurs donateurs pour le Programme de travail pluriannuel	77 899	9 842		9 842
GCP/GLO/493/MUL GEWE (2020-2023) Financement de plusieurs donateurs alloué à l'égalité des genres	589 068	108 549		108 549
MTF/GLO/1038/BMG (2022-2023) Financement bilatéral alloué à la question des données	252 922	191 348		191 348
<b>Total des fonds fiduciaires:</b>	<b>1 127 755</b>	<b>309 739</b>	<b>75 911</b>	<b>385 650</b>
<b>DÉPENSES</b>				
<b>Fonds fiduciaires:</b>				
UNJP/GLO/944/EC (2019-2023)* Financement de l'UE pour le Programme de travail pluriannuel	207 866	75 911		75 911

GCP/GLO/932/MUL (2019-2023) Financement de plusieurs donateurs pour le Programme de travail pluriannuel	67 922	163	9 679	9 842
GCP/GLO/493/MUL GEWE (2020-2023) Financement de plusieurs donateurs alloué à l'égalité des genres	509 641	102 136	6 413	108 549
MTF/GLO/1038/BMG (2022-2023) Financement bilatéral alloué à la question des données	61 574	182 169	9 179	191 348
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>847 003</b>	<b>360 379</b>	<b>25 271</b>	<b>385 650</b>

<sup>[1]</sup> Le reliquat du solde de la contribution du FIDA pour 2021 (400 000 USD) a été perçu en 2022 et celui de la contribution pour l'année 2022 (500 000 USD) en 2023.

<sup>[2]</sup> Le projet de l'Union européenne UNJP/GLO/944/EC a été prolongé jusqu'au 30 juin 2023.

**HLPE (tous les chiffres sont établis en USD)**

<b>Contributions</b>	<b>2022 (montants effectifs)</b>	<b>2023 (prévisions)</b>
Commission européenne	475 893	312 572
Suisse		250 000
France   Coordonnateur du HLPE	<i>En nature</i>	<i>En nature</i>
France	15 878	67 512
Monaco	20 000	20 000
Québec   Stagiaire (6 mois/an)	<i>En nature</i>	<i>En nature</i>
<b>Total</b>	<b>511 771</b>	<b>650 084</b>

<b>Dépenses</b>	<b>2022 (montants effectifs)</b>	<b>2023 (montants inscrits au budget)</b>
Consultations électroniques	20 000	20 000
Appui aux équipes de projet	50 000	50 000
Impression des rapports	0	40 000
Traduction des rapports	100 000	100 000
Lancement des rapports, participation du CSA et diffusion		
Réunions du Comité directeur	150 000	150 000
Réunion de l'équipe de rédaction	50 000	50 000
Autres dépenses de fonctionnement du secrétariat		
Personnel du secrétariat (services généraux)	95 000	100 000
Appui aux programmes – personnel technique		
Spécialiste de la communication (science)	60 000	60 000
Conseiller technique principal	190 000	190 000
Coordonnateur du HLPE	<i>En nature</i>	<i>En nature</i>

Dépenses	2022 (montants effectifs)	2023 (montants inscrits au budget)
Coûts des évaluations	-	-
Amélioration du recouvrement des coûts (ICRU)		
Dépenses d'appui aux projets		
<b>Total</b>	<b>715 000</b>	<b>760 000</b>

### MSCPA

DÉPENSES DU MSCPA	2022 (montants effectifs) (en EUR)	2023 (prévisions) (en EUR)
Participation aux réunions du Groupe consultatif du CSA	30 269	30 000
Groupes de travail du MSCPA sur les politiques et participation des membres du MSCPA aux activités intersessions du CSA	135 114	80 000
Appui au suivi et à la mise en œuvre des résultats du CSA	26 973	20 000
Réunion annuelle du Comité de coordination du MSCPA, Forum et participation à la séance plénière du CSA	100 267	130 000
Secrétariat	190 678	170 000
Comptabilité et vérification	8 000	8 000
Frais d'administration	25 051	20 000
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>516 352</b>	<b>458 000</b>

**MSP**

<b>Budget du MSP</b>	<b>2022 (montants effectifs) (en USD)</b>	<b>2023 (prévisions) (en USD)</b>
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>583 870,56</b>	
Services de secrétariat de base	141 175	
Participation aux activités de diffusion d'informations du CSA	40 000	
Suites à donner au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires	40 000	
Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)	90 000	
Comités élargis	130 000	
Dépenses de parrainage (manifestations et déplacements financés au moyen d'un parrainage)	143 000	
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>584 175</b>	
<b>BILAN [excédent ou (déficit)]</b>	<b>(304,44)</b>	